

dépenser de l'argent et sont contre les impôts. Telle n'est pas notre position, mais nous doutons de l'équité du régime fiscal actuel. Nous reconnaissons que les impôts contribuent beaucoup à égaliser les revenus.

Le ministre insinue que le Canada a bien de la chance, car le président Johnson est en train de proposer une augmentation d'impôts de 10 p. 100. Mais si le gouvernement cherche à imiter les États-Unis, il commet une erreur. Notre situation financière n'est pas comparable à celle des États-Unis qui est, à mon avis, la plus mauvaise qu'on ait jamais vue dans l'histoire. Le ministre ne devrait pas essayer de nous induire en erreur par ces comparaisons avec les mesures financières prises aux États-Unis.

Il a aussi mentionné les mesures d'ordre économique prises par la Grande-Bretagne. Évidemment, ces mesures sont appelées à corriger 400 ans de mauvaise administration gouvernementale. Le ministre du Commerce a parlé du triste sort des compagnies minières d'Elliot Lake. Combien de millions de dollars la Rio Tinto et la Rio Algoma ont-elles tirées des mines d'Elliot Lake? Qui a dû ensuite payer la note? Qui assure le chauffage des 400 habitations d'Elliot Lake depuis le départ des compagnies minières? Les députés le savent aussi bien que moi: c'est l'Ontario Housing Corporation. Comment subsiste l'hôpital qui a été construit pour desservir une population de quelque 30,000 personnes, aujourd'hui réduite à environ 8,000? Nous savons tous que depuis le départ des compagnies d'extraction de l'uranium, les dépenses sont défrayées par les contribuables.

Le citoyen ordinaire ne jouit pas de meilleures conditions de vie parce qu'il touche un salaire plus élevé. Chaque fois que les salaires augmentent, il y a une majoration d'impôt. J'espère que les députés savent que les sociétés minières jouissent de privilèges spéciaux aux échelons fédéral et provincial. Je ne puis comprendre comment ces compagnies ont séduit divers gouvernements. Ils violent, à vrai dire, les gouvernements provinciaux et municipaux. Il y a une seule industrie en Ontario qui n'a pas à payer de taxes municipales, et c'est l'industrie minière.

Nous devrions avoir des remèdes à toutes ces situations avant d'augmenter le fardeau fiscal des particuliers moyens. Notre parti ne peut appuyer cette mesure visant à augmenter les impôts afin de sortir le présent gouvernement de l'impasse financière dans laquelle il se trouve. Le gouvernement ferait bien, à mon avis, d'envisager sérieusement la possibilité d'adopter certaines recommandations de la Commission Carter.

Qu'il me soit permis de rappeler au ministre sa déclaration du 30 novembre, suivant

[M. Germa.]

laquelle les recommandations de la Commission Carter ne pouvaient s'appliquer à la situation financière de 1969. Nous avons tous reconnu que la situation financière varie, mais que les principes sont immuables. Les membres de notre parti croient que le régime fiscal doit être modifié, mais il doit l'être sur une base d'équité. Tant qu'une attitude juste n'aura pas été adoptée à l'égard de la fiscalité, les membres de notre parti n'appuieront pas des mesures comme celle qui est présentement à l'étude.

[Français]

M. Grégoire: Monsieur le président, je voudrais dire quelques mots sur cette question de l'augmentation des impôts, parce que j'ai été surpris, tout à l'heure, d'entendre l'honorable ministre du Revenu national (M. Chrétien) —pour la première fois, j'entends un ministre faire une déclaration semblable—dire: Le peuple du Québec, les payeurs de taxes seront heureux des augmentations. C'est exactement ce que j'ai entendu. L'honorable ministre l'a dit et répété au moins à trois reprises, et j'en prends à témoin l'honorable député de Bonaventure (M. Bécharde) qui était à côté de moi, lorsque nous l'écoutions. Il a dit que les payeurs de taxes seront heureux de cette augmentation. Jamais je n'ai entendu une telle expression.

• (5.40 p.m.)

Si le peuple est heureux d'une augmentation de 5 p. 100, rendons-le joyeux en augmentant l'impôt de 15 à 20 p. 100. Je n'ai jamais entendu un seul individu dire qu'il était heureux de voir ses taxes augmenter, comme le mentionnait tout à l'heure l'honorable ministre du Revenu national. J'aimerais le voir s'adresser au peuple et lui dire: «Soyez heureux, nous augmentons vos impôts.» Quand a-t-on vu les contribuables être heureux parce que le gouvernement augmentait l'impôt? Le ministre aurait au moins pu employer une autre expression que celle-là. On ne rend pas un homme heureux quand on augmente l'impôt. Si je suis dans l'erreur, qu'on rende les contribuables plus heureux en augmentant l'impôt de 10 ou 15 p. 100. Je trouve cela diamétralement opposé à l'opinion publique.

J'entendais l'honorable ministre nous dire que, pour la septième année consécutive, nous réalisons une expansion. Une expansion de quoi? Depuis trois ou quatre mois, une chose progresse, c'est le chômage. Au fait, c'est ce qui progresse le plus dans le Québec, dans la province de l'honorable ministre du Revenu national, où la moyenne de chômage est rendue à 7.5 p. 100 de la force ouvrière. Ceci veut dire que 7.5 p. 100 des citoyens québécois aptes au travail sont en chômage, et le minis-